



Informations du Guatemala

3^e Année, n° 112

Du 15 au 21 février 1985

POLITIQUE

L'Armée finance les partis centristes
Les patrouilles peuvent être manipulées
Elections postposées
Mandat d'arrestation lancé contre un homme politique, démocrate
Missionnaire séquestré
L'Eglise proteste
Voyage de travail pour le Général Lobos
URNG déclare que l'Armée ne renoncera pas au pouvoir
D'anciens fonctionnaires américains opèrent dans le secteur privé
Les Etats-Unis augmenteront leur aide militaire
Les Etats-Unis ont utilisé des solutions de rechange à l'aide directe
Le Guatemala ne s'est pas proposé comme médiateur

ECONOMIE

Suggestions émanant de l'Initiative Privée acceptées
Recherche d'aide en Europe
Création prochaine d'un Fonds s'élevant à plusieurs millions

CONTRE-INSURRECTION

Imposantes mobilisations de troupes
Incinération de soldats

INSURRECTION

Importance des rebelles s'accroît sensiblement
Nouveaux combats à Solola
L'Armée s'en prend à elle-même
Attaque d'un détachement militaire
Actions des FAR

SITUATION SOCIALE

Paysans démunis, sans aide aucune de l'Etat
Ecoles en très mauvais état
Salaires bloqués

DROITS DE L'HOMME

Découverte d'un cimetière clandestin
Accusations portées contre le gouvernement
Un pays gouverné par la terreur

POLITIQUE

L'ARMEE FINANCE LES PARTIS CENTRISTES

L'Armée finance les partis politiques du centre qui participent au processus électoral guatémaltèque. Cette dénonciation, du 13 février, a été portée par le député de l'Assemblée Constituante Juan Alberto Salguero Cambara qui a également déclaré avoir des preuves que la Banque de l'Armée a versé 13 millions de Quetzales (monnaie nationale calculée paritairement avec le dollars) au dirigeant et magnat de la Presse, Jorge Carpio Nicolle, candidat présidentiel de l'Union du Centre National, le Parti Révolutionnaire et le Parti National Rénovateur.

LES PATROUILLES PEUVENT ETRE MANIPULEES

Vinicio Cerezo Arevalo, candidat présidentiel de la Démocratie-Chrétienne, au cours d'une entrevue publiée le 17 février par le journal Prensa Libre, déclarait que les fonctionnaires gouvernementaux pourraient être tentés de manipuler les patrouilles d'auto-défense civiles aux fins d'influencer les résultats des élections.

Cerezo a ajouté que pour être crédible, il était indispensable de fournir des garanties que les patrouilles civiles ne seraient pas manipulées. Il faut savoir qu'elles regroupent, sous le contrôle de l'Armée, quelques 900 000 personnes (soit plus de 33% de l'électorat).

ELECTIONS POSTPOSEES

Le 14 février, le Colonel Manuel de Jesus Girón Sánchez, Secrétaire-Général de la Préfecture d'Etat, signalait que l'Armée ne se sentait nullement obligée de convoquer les élections présidentielles à la date prévue tant que l'Assemblée Nationale Constituante ne met pas un terme à l'élaboration de la nouvelle Constitution. Cette explication étaye la thèse officielle de la possible postposition indéfinie du processus électoral.

Les tribunaux du domaine pénal ont examiné durant la troisième semaine de février la dénonciation portée par le gouvernement contre Cesar Augusto Toledo Penate, Secrétaire-Général du Parti Social-Démocrate Front Uni de la Révolution, accusé de tenir des propos qui donnent à croire que l'Assemblée Nationale Constituante, en connivence avec la Préfecture d'Etat, retarde à dessein l'élaboration de la nouvelle Constitution pour permettre la postposition des élections.

MANDAT D'ARRESTATION LANCE CONTRE UN HOMME POLITIQUE, DEMOCRATE

Carlos Rafael Soto, Secrétaire du Comité Politique Force Nouvelle (Fuerza Nueva), est recherché par la police à la suite d'un mandat d'arrestation lancé contre lui le 14 février par un tribunal pénal sur la demande du Tribunal Suprême Electoral. Il est accusé d'avoir falsifié les documents utilisés pour l'inscription de son groupe comme entité juridique.

Soto a, à de maintes reprises, proféré des accusations contre l'Armée face à la situation des Droits de l'Homme dans le pays. En dépit des nombreuses dénonciations de falsification de documents portées contre divers partis politiques, il est le seul dirigeant politique accusé d'un tel délit.

MISSIONNAIRE SEQUESTRE

Le 13 février, l'Archevêque de Guatemala, Monseigneur Prospero Penados del Barrio faisait savoir que Felipe Balan Tomas, frère de l'Ordre des Missionnaires de la Charité, a été séquestré par les forces de sécurité gouvernementale alors qu'il célébrait des actes liturgiques dans la paroisse de la bourgade de Las Escobas, située dans la municipalité de San Martin Jilotepeque, département de Chimaltenando.

Penados del Barrio voit dans cette séquestration une nouvelle tentative d'intimidation portée à l'encontre de l'oeuvre sociale accomplie par l'Eglise catholique. Deux jours après la dénonciation de l'Archevêque, le gouvernement s'est manifesté en déclarant toute connaissance des faits.

L'EGLISE PROTESTE

Le 15 février, le Nonce apostolique, Monseigneur Oriano Quilicci s'insurgeait contre le fait qu'au Guatemala, on ne respecte même pas "la maison de Dieu". Le Nonce demandait au gouvernement la libération de Felipe Balan, frère de la Congrégation de la Charité, séquestré le 9 février.

Quilicci a déclaré qu'il avait envoyé un message au Ministère des Affaires Etrangères, lui demandant d'intervenir auprès des Autorités gouvernementales pour que l'on accélère les démarches permettant la libération de Balan, vivant. "Sa Congrégation se consacre aux plus pauvres" a également ajouté Quilicci qui, en outre, est intervenu personnellement auprès des autorités militaires et de la police.

VOYAGE DE TRAVAIL POUR LE GENERAL LOBOS

On apprend de source officielle que le Chef de l'Etat-Major et Sous-Chef d'Etat, le Général Lobos Zamora a entrepris un voyage de travail, le 13 février qui le conduira en Israël puis au Vatican.

Les porte-parole du gouvernement ont signalé que Lobos s'occuperait, en Israël, d'affaires ayant trait à l'aide (plus spécifiquement celle de type militaire) que ce dernier pays fournit au Guatemala. En ce qui concerne le Vatican, Lobos est chargé de négocier la possible entrevue du mois de mars qui mettrait en présence le Chef de l'Etat guatémaltèque, le Général Mejía Victores et le Souverain Pontife, Jean-Paul II et qui se déroulerait au Saint-Siège.

URNG DECLARE QUE L'ARMEE NE RENONCERA PAS AU POUVOIR

Le 19 février, un communiqué émanant de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- stipulait qu'il n'existe aucune possibilité, au Guatemala, d'assister à une redistribution du pouvoir par le biais des élections étant donné que le Haut-Commandement de l'Armée ne renoncera pas à l'exercice dudit pouvoir comme cela a été, dans une certaine mesure, le cas dans d'autres pays d'Amérique Latine.

L'URNG signale, en outre, qu'aucune des grandes alliances de partis ne lutte contre le pouvoir hégémonique de l'Armée guatémaltèque ou contre ses mesures politiques, économiques et répressives, soit par crainte, soit par complicité.

D'ANCIENS FONCTIONNAIRES AMERICAINS OPERENT DANS LE SECTEUR PRIVE

Le 10 février, on apprenait que le Général Alexander Haig, ancien Secrétaire d'Etat américain, est arrivé au Guatemala, le 8 février et qu'il s'est entretenu avec le Ministre des Affaires Etrangères, Fernando Andrade et avec d'autres hauts fonctionnaires guatémaltèques. Andrade était accompagné de l'ancien Ambassadeur itinérant pour l'Amérique Centrale de l'Administration Reagan, Richard Stone qui, à l'heure actuelle, défend au Guatemala les intérêts de la firme multinationale américaine, Del Monte.

L'entreprise Del Monte, spécialisée dans le secteur des bananes au Guatemala, a fait connaître sa décision de se retirer du pays si le gouvernement ne lui octroyait pas des prérogatives dans l'exportation de devises.

LES ETATS-UNIS AUGMENTERONT LEUR AIDE MILITAIRE

Selon des communiqués de presse rendus public au Guatemala, le 14 février, le Président Ronald Reagan a demandé au Congrès américain, le total de 80 millions de dollars en matière d'aide militaire et économique au régime guatémaltèque pour l'année 1986.

Cette demande représente une augmentation de la somme globale approuvée par le Congrès américain pour l'année 1985 où, le total net s'élevait à 65,3 millions de dollars. Pour ce faire, l'Administration Reagan a déployé toute une panoplie d'arguments tels que les intérêts économiques, stratégiques et politiques de ce pays sur la zone d'Amérique Centrale, dans le seul but de convaincre les membres du Congrès.

LES ETATS-UNIS ONT UTILISE DES SOLUTIONS DE RECHANGE A L'AIDE DIRECTE

Le 14 février, l'organisation humanitaire America's Watch faisait savoir qu'au cours des 7 années durant lesquelles les Etats-Unis avaient suspendu l'aide militaire au régime guatémaltèque face aux abus commis par ce dernier en matière de Droits de l'Homme, tant l'Administration Carter que l'Administration Reagan étaient parvenues à acheminer de l'aide par le biais de l'Agence Internationale pour le Développement -AID- ou grâce au programme d'Aliments pour la Paix, utilisés par l'Armée au cours

d'actions contre-insurrectionnelles.

Selon le rapport, le gouvernement du Général Mejía Victores accuse pour 1984 un solde négatif dans le domaine des Droits de l'Homme.

LE GUATEMALA NE S'EST PAS PROPOSE COMME MEDiateUR

Le 17 février, le Ministre des Affaires Etrangères, Fernando Andrade déclarait que le régime guatémaltèque ne s'est pas proposé comme médiateur entre le Nicaragua et le Costa-Rica. Le Ministre a ajouté que la Presse avait mal-interprété les déclarations du Ministère des Affaires Etrangères en la matière mais, il a signalé que le Guatemala aimerait contribuer à une solution des conflits qui opposent ces deux pays d'Amérique Centrale.

Andrade a affirmé que la crise dans la région "s'aggravait" et a réitéré que son gouvernement maintenait une attitude de neutralité dans le conflit pré-cité quoique "nous soyons cependant solidaires avec le Costa-Rica".

ECONOMIE

SUGGESTIONS EMANANT DE L'INITIATIVE PRIVEE ACCEPTEES

Le 10 février, le Secrétaire de Presse de la Préfecture d'Etat, Ramon Zelada faisait savoir que le gouvernement avait accepté les suggestions émises par l'Initiative Privée en vue de revoir ou modifier la Loi dite de la Protection du Consommateur, approuvée en janvier dernier.

Le 13 janvier, le gouvernement dérogeait à la Loi sur le contrôle des prix des médicaments et l'on attend qu'il prenne de semblables mesures pour d'autres biens et articles de premières nécessité.

RECHERCHE D'AIDE EN EUROPE

Le 16 février, le porte-parole du gouvernement, Ramon Zelada déclarait qu'une Commission Economique officielle, dirigée par le Ministre des Finances, le Colonel Leonardo Figueroa, négociait plusieurs emprunts en Europe.

X | Zelada a ajouté que cette Commission avait déjà obtenu un prêt du gouvernement de François Mitterand s'élevant à 200 millions de francs. C'est un pas important si l'on considère que la France avait suspendu, depuis de nombreuses années, son aide financière au Guatemala.

CREATION PROCHAINE D'UN FONDS S'ELEVANT A PLUSIEURS MILLIONS

Les Ministres de l'Economie des pays d'Amérique Centrale, réunis pour la session annuelle de l'Assemblée de la Banque Centre-Américaine d'Intégration -BCIE- ont déclaré que ladite banque BCIE avait décidé, le 16 février, de créer un Fonds pour permettre à l'Amérique Centrale de sortir du marasme économique dans lequel elle se trouve plongée.

Selon la même source, le Fonds démarrera avec un capital variant entre 700 millions et 1 milliard de dollars. Pour assurer ce capital, la Banque cherchera des associés parmi des pays étrangers à la région comme les Etats-Unis, le Japon, la République Fédérale d'Allemagne et des pays d'Amérique Latine.

CONTRE-INSURRECTION

IMPOSANTES MOBILISATIONS DE TROUPES

Le 12 février, le Chef des Relations Publiques de l'Armée, le Colonel Hector Rosales Salaverría faisait savoir que d'importantes mobilisations de troupes avaient été effectuées dans les départements de Suchitepequez et Solola, au sud-ouest et au centre du pays où, les combats contre les forces insurrectionnelles faisaient rage. Il a ajouté que l'artillerie lourde et du matériel de guerre avaient été transporté dans la région pour assister l'infanterie.

INCINERATION DE SOLDATS

Le 18 février, un communiqué de presse émanant de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- mentionnait que les nombreux soldats tombés au cours des affrontements avec les insurgés dans les départements de Solola et Suchitepequez étaient incinérés sur les lieux même des combats.

Selon l'ORPA, l'incinération permet d'éviter que l'on ne connaisse le nombre exact de pertes subies au sein de l'Armée et elle démontre le mépris total manifesté à l'égard des soldats et de leur famille.

INSURRECTION

IMPORTANCE DES REBELLES S'ACCROIT SENSIBLEMENT

Le 16 février, le Général en retraite Benedicto Lucas García, frère de l'ancien Président Romeo Lucas, déclarait que l'insurrection s'était dangereusement accrue dans le pays.

80-81
Benedicto Lucas, qui au cours des deux premières années de la décade avait exercé les fonctions de Chef de l'Etat-Major de l'Armée, a ajouté que l'Armée doit augmenter le nombre de ses effectifs.

NOUVEAUX COMBATS A SOLOLA

Le Bureau des Relations Publiques de l'Armée reconnaissait, avoir subi, le 12 février 36 pertes à la suite d'actions insurrectionnelles survenues aux abords de Santiago Atitlan, dans le département de Solola.

L'ARMEE S'EN PREND A ELLE-MEME

Le 18 février, l'ORPA signalait que deux compagnies de l'Armée s'étaient affrontées entre-elles, par erreur, dans le Cañon formé par les volcans Atitlan et Toliman, dans le département de Solola. L'affrontement avait eu lieu le 8 février et provoqué de nombreuses pertes au sein de l'Armée.

L'ORPA relate également les coups portés par les mines Claymore aux convois militaires les 11 et 14 février dans cette même région. Le nombre de pertes occasionnées à l'Armée n'a pas été déterminé.

ATTACHE D'UN DETACHEMENT MILITAIRE

Le 13 février, les forces de l'ORPA attaquaient, à coup de fusils et de lance-grenades une compagnie de l'Armée stationnée dans la propriété Piamonte, située dans la municipalité de San Rafael Pie de la Cuesta, dans le département de San Marcos, au nord-ouest. Selon un communiqué des rebelles, l'Armée aurait perdu 10 hommes dans cette attaque.

De plus, le Bureau des Relations Publiques de l'Armée reconnaissait avoir perdu 5 effectifs, le 14 février au cours d'une autre embuscade dans la région.

ACTIONS DES FAR

Le 18, les Forces Armées Rebelles -FAR- signalait que des unités des FAR avaient occupé, le 11 février, un important tronçon routier qui relie le chef-lieu départemental de Ciudad Flores et la Municipalité La Libertad, dans le département septentrional de El Peten. Ils y ont organisé une réunion politique avec les voyageurs et les routiers et ensuite, ont détruit deux véhicules appartenant à l'entreprise américaine AGROMAG, spécialisée dans la fabrication de machines agricoles et de construction.

SITUATION SOCIALE

PAYSANS DEMUNIS, SANS AIDE AUCUNE DE L'ETAT

Le 9 février, des coopératives agricoles de la côte sud du pays soulignaient que le gouvernement ne leur octroie aucune terre, aucun crédit ou facilité qui leur permettrait de commercialiser leurs produits. Face à une telle situation, les paysans se voient contraints de travailler comme temporaires dans les entreprises agro-industrielles de la région.

ECOLES EN TRES MAUVAIS ETAT

Le journal El Gráfico signalait, le 10 février, que la majorité des écoles guatémaltèques sont soit totalement détruites, soit entièrement abandonnées du fait de la négligence des Autorités. Les enfants guatémaltèques doivent dès lors s'instruire dans des conditions déprimantes.

L'Association des Professeurs d'Aide à titre Posthume rendait public, le 14 février, que de 1981 à décembre 1984, 165 professeurs avaient été assassinés et 70 étaient soit détenus, soit avaient disparus.

SALAIRES BLOQUES

Le 18 février, les travailleurs dans le domaine de la Santé Publique, après avoir organisé un Comité d'Urgence, signalaient que depuis 10 ans les travailleurs dans les secteurs étatiques touchaient les mêmes salaires, alors que le coût de la vie avait quant à lui grimpé jusqu'à atteindre des proportions alarmantes.

Les travailleurs ont demandé à la Préfecture d'Etat une augmentation des salaires pour tous les employés qui, disent-ils, sont les plus grandes victimes de l'impact de la crise.

DROITS DE L'HOMME

DECOUVERTE D'UN CIMETIERE CLANDESTIN

Un nouveau cimetière clandestin contenant un nombre indéterminé d'ossements humains a été découvert, le 11 février, le long des berges du fleuve Rabinal par des habitants du hameau Patulul, dans le département septentrional de Baja Verapaz.

D'autre part, les milieux de presse et les organismes de secours signalent que du 6 au 12 février, 54 personnes ont été les victimes de la violence au cours d'actions qui selon les témoins et la famille ne laissent aucun doute quant à la responsabilité des forces de sécurité gouvernementales. 32 personnes ont été assassinées (dont 2 femmes et 5 enfants), 9 ont rejoint les rangs des détenus et disparus et 13 ont été blessées par des armes dont le calibre correspond au calibre officiel.

ACCUSATIONS PORTEES CONTRE LE GOUVERNEMENT

Le parlementaire d'Allemagne occidentale, Hans Ulrich Klose a accusé, le 13 février, le régime et l'armée guatémaltèques de violer les principes inclus dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ces accusations figuraient dans une lettre adressée à l'Ambassadeur guatémaltèque en République Fédérale d'Allemagne.

Klose protestait contre la tuerie commise en janvier dernier, à la fin du mois, par des soldats dans la municipalité de Patzun, située dans le département central de Chimaltenango.

UN PAYS GOUVERNE PAR LA TERREUR

Le 14 février, un rapport publié à Bruxelles, en Belgique, par l'Association Internationale des Juristes Démocrates -AIJD- qui s'est rendue au Guatemala du 22 au 29 janvier dernier, signalait que le Guatemala est un pays gouverné par "la terreur et la peur".

L'AIJD ajoute, en outre, que les affirmations de Washington qui veulent faire croire qu'au Guatemala la condition des Droits de l'Homme s'est améliorée ne servent en fait que de propagande pour la politique étrangère de l'Administration Reagan.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

CHER LECTEUR DE ENFOPRENSA:

CE NUMERO DE NOTRE BULETIN HEBDOMADAIRE VOUS DONNE UNE ANALYSE DE LA SITUATION DU GUATEMALA FACE A 1985.

NOUS JOINDRONS AUX PROCHAINS NUMEROS DE CE BULLETIN UN SUPPLEMENT SEMBLABLE A CELUI-CI.

NOUS AIMERONS SAVOIR SI CETTE FORMULE VOUS INTERESSE ET NOUS AIMERONS QUE VOUS NOUS EN FASSIEZ PART,

EN VOUS REMERCIANT

ENFOPRENSA.